

L'ajournement

cela, les libéraux ont annoncé leur politique énergétique nationale et unilatérale, et tout le reste n'est qu'une triste histoire.

● (2215)

Voici maintenant que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources va rencontrer le ministre de l'Énergie de l'Alberta le 29 juin . . .

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre.

M. Roy MacLaren (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je suppose que la première chose à dire au sujet de la déclaration du député, c'est que celui-ci se méprend en disant qu'en avril, quand il a soulevé sa question pour la première fois, il a mentionné la date du 30 juin. En fait, s'il vérifie à la page 9337 du Hansard, il constatera qu'il a dit à plusieurs reprises que le 1^{er} juin était la date limite avant l'annulation des projets d'usines de traitement des sables bitumineux. Eh bien, le 1^{er} juin est passé et il est évident que les gens qui se proposaient de construire ces usines n'ont pas changé d'idée.

A la lumière des diverses affirmations et des étranges déclarations que le député a faites ce soir, je suppose que sa première intention était de nous dire où en sont les projets d'Alsands et de Cold Lake. Si c'est bien ce qu'il a voulu faire, j'aimerais rendre quelques faits publics, en particulier pour informer ses mandants qui ne sont peut-être pas au courant de la situation actuelle.

Le député a décrit exactement la position du ministre, lequel se montre souple et cherche à arriver à un accord aussitôt que possible. Cela s'inscrit dans l'initiative du gouvernement fédéral visant à garantir la mise en œuvre des projets d'exploitation des sables bitumineux et des pétroles lourds. Je songe en particulier au projet Syncrude, qui n'aurait pas pu être mis sur pied si le gouvernement fédéral n'en avait pas pris l'initiative.

En ce qui concerne le Programme énergétique national, il attache beaucoup d'importance à l'exploitation des sables bitumineux et des pétroles lourds puisqu'il prévoit des mesures comme une déduction pour épuisement, des stimulants fiscaux spéciaux pour les usines de traitement du pétrole brut et l'application de prix de référence équivalant aux prix internationaux ou s'en approchant afin d'encourager la mise en valeur de ces ressources.

J'insiste à nouveau sur les efforts déployés par le gouvernement fédéral depuis un an dans le but de conclure un accord avec l'Alberta sur le prix du gaz et du pétrole et surtout sur les moyens de mise en œuvre de nouveaux projets dans les sables bitumineux. Tout au cours de ces discussions, nous avons été disposés à manifester beaucoup de souplesse. En 1980, lorsqu'il est devenu évident que nous ne pourrions, dans un avenir rapproché, conclure un accord général sur les prix avec l'Alberta, le ministre a pris les mesures nécessaires pour assurer l'avenir des usines de traitement des sables bitumineux. Lors d'une réunion avec le ministre de l'Énergie de l'Alberta, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) a offert un prix de \$38 le baril de pétrole non classique et de \$30 le baril de pétrole de récupération assistée, qui augmenterait tous les ans au même rythme que l'inflation. Face au refus de l'Alberta, le gouvernement fédéral a offert de prêter 40 millions de dollars à l'Impériale pour ne pas que le projet de Cold Lake soit abandonné. A une autre occasion, en juin dernier, le ministre . . .

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre, je vous prie.

● (2220)

L'ÉNERGIE—LA NÉGOCIATION D'UNE ENTENTE AVEC L'ALBERTA AU SUJET DES PRIX

M. Peter Elzinga (Pembina): Monsieur l'Orateur, plus de sept mois déjà se sont écoulés depuis que le gouvernement fédéral à Ottawa a imposé aux Canadiens son programme énergétique national. Bien que l'industrie pétrolière et les provinces productrices aient manifesté qui de la consternation, qui de l'inquiétude, et qui de la fureur, le ministre fédéral de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) nous a confié en secret pour nous rassurer qu'il s'attendait de leur part à une réaction émotive de ce genre. A l'en croire, l'industrie et les provinces allaient bientôt se faire une raison et tout rentrerait dans l'ordre. Voyons un peu ce qui s'est produit depuis qu'il nous a donné le programme énergétique national. Qu'est-ce qu'il considère comme normal? Voici quelques symptômes:

Tout d'abord, les travaux de prospection pétrolière et gazière dans les provinces de l'Ouest sont réduits de plus de la moitié. Des 20,000 travailleurs de cette industrie, 3,000 ont été mis à pied à la mi-mai, et 6,000 autres devraient l'être au milieu de l'été. Alors que 370 installations de forage étaient en activité l'année dernière, il n'en reste plus que 177 cette année; de plus, 131 de ces installations ont quitté le pays. Bref, une industrie dont dépendent aussi bien l'économie que la sécurité du pays a été plongée dans le marasme.

Deuxièmement, l'exploitation du pétrole lourd et des usines de transformation des sables bitumineux est paralysée, bien qu'il y ait en Alberta suffisamment de pétrole synthétique pour pourvoir aux besoins du Canada durant 300 ans au rythme actuel de la production.

Troisièmement, l'Alberta a réduit ses livraisons de pétrole brut aux provinces centrales et les réduira de 15 p. 100 d'ici à septembre.

Quatrièmement, on envoie près d'un milliard et demi de dollars en Belgique pour l'acquisition de la société Petrofina Oil dont le gouvernement fédéral a fait cadeau à Petro-Canada, une dépense qui fera augmenter directement le prix de l'essence sans augmenter la production canadienne d'un seul baril de pétrole.

Cinquièmement, la consommation de pétrole par habitant augmente au Canada parce que le Programme énergétique national maintient les prix canadiens bien au-dessous des prix en vigueur dans presque tous les pays du monde industrialisé, en fait environ au tiers du prix en vigueur en Grande-Bretagne qui suffit pourtant à ses besoins en exploitant les gisements de la Mer du Nord. Aux États-Unis, au contraire, la hausse des prix a eu pour résultat de faire diminuer les importations de 24 p. 100 en une seule année et de réduire la consommation de deux millions de barils par jour. Entre-temps, les Américains franchissent en foule la frontière pour venir faire le plein d'essence canadienne à bon marché.

Sixièmement, on ferme les puits de pétrole lourd de la région de Lloydminster parce que le Programme énergétique national les empêche d'être rentables.

Septièmement, le chômage frappe la grande industrie de l'Ontario, qui perd des commandes de machines et de matériel à cause de la baisse des activités de prospection pétrolière et